



HAL
open science

Introduction.

Sophie A. de Beaune

► **To cite this version:**

Sophie A. de Beaune. Introduction.. Sophie A. de Beaune et Henri-Paul Francfort. L'Archéologie à découvert., CNRS Éditions, pp.173-175, 2012. halshs-00730331

HAL Id: halshs-00730331

<https://shs.hal.science/halshs-00730331>

Submitted on 10 Sep 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Sophie A. de Beaune

Comprendre les sociétés du passé proche ou lointain est une des missions de l'archéologie, qui la partage bien évidemment avec l'histoire. Si différentes que soient les deux disciplines, chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître combien, lorsqu'il s'agit de retracer les trajectoires individuelles ou de comprendre les organisations sociales du passé, leurs apports respectifs sont complémentaires.

Cette féconde complémentarité est bien illustrée par l'article que Philippe Barral, Martine Joly et Patrice Méniel consacrent ici à l'étude des pratiques rituelles à la fin de l'âge du Fer. Une approche renouvelée des gisements archéologiques a considérablement enrichi au cours de ces dernières années l'étude de ces pratiques, longtemps focalisée sur l'exégèse des textes antiques et sur l'analyse monumentale et iconographique de quelques sites remarquables. À une vision figée des sanctuaires, s'est substituée une perception plus dynamique, laissant apparaître la récurrence de certains traits culturels et la variabilité de certains autres, signe d'une grande diversité des organisations, des statuts, des pratiques et des fonctions. De plus, l'étude des manifestations culturelles n'est plus réservée aux seuls sanctuaires bien caractérisés et s'étend peu à peu à d'autres catégories de sites – nécropoles, fermes, grottes, avens, rivières... – permettant d'envisager une véritable géographie du rituel. En l'absence de textes, seul le relevé de la localisation, la disposition, la composition et l'assemblage du mobilier archéologique, assorti de la comparaison

avec ce qu'ont livré des lieux de culte bien identifiés en tant que tels, peut permettre de mettre en évidence le fait culturel.

Mais la question de la complémentarité de l'histoire et de l'archéologie ne se pose évidemment pas lorsque nous avons affaire à des sociétés sans écriture, pour lesquelles seules les données matérielles sont à la disposition de l'archéologue. Au-delà de la donnée brute – le vestige archéologique attestant de l'occupation de tel ou tel lieu –, l'archéologue entre dans une phase interprétative où deux options se présentent à lui. Il peut soit rapporter les vestiges recueillis à des « modèles » élaborés *par ailleurs*, à l'aide notamment des travaux des ethnologues, soit partir des vestiges eux-mêmes en tentant de les ordonner en un tout compréhensible. Étant entendu que ces deux options, qu'on peut appeler respectivement *top-down* et *bottom-up* représentent des pôles extrêmes, et que la pratique interprétative la plus courante se situe quelque part entre les deux. Timothy Kohler (ce volume, p. 211) propose une troisième voie dont nous verrons qu'elle n'est pas sans présenter des difficultés mais qui ne manque pas d'originalité.

La procédure *top-down* est moins en faveur aujourd'hui, ne serait-ce que parce que, à de rares exceptions près, les ethnologues eux-mêmes ne sont plus très nombreux à vouloir ramener les sociétés existantes à un nombre fini de types, et moins nombreux encore à supposer que ces types se déduisent les uns des autres par une évolution inéluctable. Sans

parler du fait, relevé ici par Patrice Brun et Dominique Michelet, que les différentes classifications de systèmes politiques qui ont pu être proposées présentent des difficultés, soit parce qu'elles mêlent le registre de l'économique et du social à celui du politique, soit parce que les catégories sont insuffisamment décrites et engendrent des malentendus entre auteurs, empêchant toute correspondance. Adeptes décidés de l'approche *bottom-up*, ces deux auteurs nous rappellent ici la diversité des marqueurs matériels que l'archéologue peut mobiliser pour comprendre le fonctionnement politique d'une société ancienne – objets spécifiques souvent en contexte funéraire, structures construites, mais aussi études régionales visant à la recherche de hiérarchies entre sites et des relations établies à moyenne ou longue distance. Pour mener à bien une telle démarche, rien ne remplace l'analyse fine des vestiges archéologiques qui peuvent nous renseigner sur les relations entre individus ou entre groupes humains, notamment grâce à la restitution des déplacements et des échanges de matière première et de produits finis. Sources textuelles et vestiges archéologiques sont alors complémentaires lorsque les premières sont disponibles. C'est ce qu'a fait Patrice Brun pour comprendre les sociétés protohistoriques européennes ; grâce à quoi il a pu montrer que, loin d'avoir évolué en ligne droite, l'organisation politique de ces sociétés a marqué à plusieurs reprises des coups d'arrêt, avec des retours temporaires à des formes plus simples (Brun 1998). C'est aussi à partir des vestiges archéologiques eux-mêmes que Brian Hayden

(2008) a récemment cherché à mieux cerner le type d'organisation sociale qui régissait les sociétés magdaléniennes d'Europe occidentale. Entre les populations livrées à l'inhospitalité de steppes battues par les vents et celles qu'abritaient des vallées encaissées et verdoyantes, les conditions de vie ne pouvaient être que très différentes. Or, il se trouve que les zones les plus giboyeuses et les plus riches en ressources halieutiques sont aussi celles qui ont livré les sites avec les vestiges les plus sophistiqués – objets d'art mobilier, abondants éléments de parure, art pariétal, etc. – et les sépultures les plus nombreuses. Selon Brian Hayden, c'est là l'indice que ces zones accueillait des sociétés inégalitaires plus proches des Indiens de la côte Nord-Ouest des États-Unis que des Bushmen d'Afrique du Sud comme on le croyait traditionnellement. Les types élaborés par les ethnologues ne sont pas oubliés, on le voit, mais la façon dont on suggère leur applicabilité est beaucoup moins automatique, moins apriorique, qu'elle a pu l'être autrefois : Brian Hayden s'est simplement contenté de suggérer que les sociétés magdaléniennes d'Europe occidentale avaient peut-être plus à voir avec tel type de société connu qu'avec tel autre...

Pascal Butterlin lui aussi a suivi ici une procédure *bottom-up*. Il se trouvait confronté aux modèles puisés dans le registre ethnologique que les adeptes du néo-évolutionnisme ont tenté d'appliquer dans l'archéologie orientale : chefferies, chefferies complexes, cités-États, sociétés complexes. Or, comme il le rappelle à la suite de Norman Yoffee (2005), les chefferies étudiées par les ethnologues n'ont pas, pour la plupart, abouti à la naissance d'États, ce qui rend illusoire l'idée que ces modèles pourraient correspondre à une évolution temporelle. Il insiste de plus sur le fait que les différentes étapes que les archéologues ont cru identifier sont de plus en plus difficiles à saisir dans la documentation

archéologique. Au lieu de coller des étiquettes « équivoques et trompeuses » sur ce que l'on observe, il propose de réinterroger les sources archéologiques – entre autres l'architecture et la glyptique – mais aussi les documents textuels quand ils existent, en posant les bonnes questions, c'est-à-dire celles permettant de comprendre les modalités de gestion de l'économie de ces sociétés. Ces questions peuvent concerner l'existence de surplus alimentaires, de la gestion des excédents, etc. En suivant cette démarche, Pascal Butterlin a pu approcher la compréhension du fonctionnement d'une remarquable bureaucratie, avant même l'invention de l'écriture, celle-ci n'étant que le résultat de la lente maturation d'une société proto-urbaine.

On peut cependant imaginer des cadres classificatoires moins rigides que ceux évoqués et critiqués par Dominique Michelet, Patrice Brun et Pascal Butterlin. Ainsi, Boris Valentin et François Bon (ce volume, p. 176) se sont intéressés à la terminologie proposée par Bruno Latour et Shirley Strum, qui distinguent les sociétés « complexes » des sociétés « compliquées » (Strum et Latour 1987). Contre toute attente, Strum et Latour considèrent que les sociétés complexes sont les moins structurées et les moins stables, parce qu'elles sont construites à coup de négociations individuelles réitérées, comme dans certaines sociétés de primates non humains, alors que les sociétés « compliquées » sont dotées de moyens extra-somatiques destinés à réguler les relations entre individus. Elles sont donc spécifiquement humaines. Boris Valentin et François Bon tentent d'appliquer ces modèles aux sociétés du Paléolithique en partant du principe que, plus elles sont anciennes, moins elles sont structurées et plus elles sont proches des modèles de sociétés « complexes ». La rupture se situerait selon eux avec l'émergence de l'homme moderne et du Paléolithique supérieur.

L'approche mérite d'être discutée. Ainsi, les auteurs proposent l'hypothèse que l'émergence de la figure de l'expert et les premières manifestations de la division du travail se seraient produites dans le domaine de l'art. L'hypothèse demande sans doute à être affinée. Tout d'abord, on ne saurait exclure que la division des tâches soit bien plus ancienne puisque, par exemple, les premiers bifaces datent de plusieurs centaines de milliers d'années, et que le savoir-faire requis pour façonner un biface était certainement fort loin de pouvoir être partagé par l'ensemble du groupe humain. Par ailleurs, est-il si facile de distinguer l'« utilitaire » et ce qui relèverait d'un domaine artistique, « politico-religieux » ou « idéologique » ? L'hypothèse de Jacques Cauvin, pour qui les inventions étaient précédées d'une phase « symbolique » avant d'être appliquées à un domaine pratique (Cauvin 1978 et 1994), posait le même problème. Il paraît hasardeux de vouloir ainsi isoler le « symbolique » de l'utilitaire, le polissage d'une statuette étant après tout aussi utile que celui d'une hache. Malgré quelques options discutables, comme la frontière invisible que les auteurs tracent entre le Paléolithique supérieur et ce qui précède, cette tentative de théorisation est bienvenue, ne serait-ce que parce qu'elle est assez peu fréquente chez les préhistoriens français.

Une troisième voie originale qui ne part ni du terrain, ni de la théorie est proposée par Timothy Kohler (ce volume, p. 211). Il a conçu un programme informatique capable de modéliser les ressources naturelles procurées par l'environnement en tenant compte des variables climatiques, programme qui permet d'observer comment se comportent des groupes humains virtuels installés dans cet environnement. Ceci afin de comprendre les choix opérés par les populations réelles selon l'emplacement de leur lieu de vie. Le projet, qu'il a appliqué aux popula-

tions anciennes du Sud-Ouest des États-Unis, est séduisant, mais le résultat apparaît mitigé puisqu'on observe une forte disparité entre ces populations virtuelles et ce que nous disent les données archéologiques. Pour y remédier, T. Kohler a ajouté des variables supplémentaires à ces modélisations. Mais le monde virtuel dans lequel évoluent les maisons de Timothy Kohler est fermé ; or les populations ne vivent jamais en autarcie complète et interagissent

avec leurs voisins en pratiquant l'échange de biens matériels, de savoir-faire, voire de personnes par le biais d'alliances et de mariages. C'est pourquoi la dernière version du programme tente d'intégrer des données concernant la migration.

Cette approche, il faut bien l'admettre, attribue à l'homme du passé le même type de rationalité que celui que les économistes classiques attribuent à un *Homo oeconomicus* conçu

comme à la recherche d'une rentabilité maximale de ses actes. Elle est donc tributaire d'un présupposé spécifique, ce qui est sans doute le prix qu'elle doit payer pour prétendre à une certaine efficacité. Mais peut-être est-il possible d'élaborer des approches qui, quoique techniquement aussi raffinées, fassent la part de tout ce qui dans la vie sociale ne relève pas de la recherche de la rentabilité, de quelque manière qu'on la mesure.